

La violence politique au Moyen-Orient est-elle une fatalité? Éléments de réflexion

Jean Jacques Pérennès

Depuis quelques décennies, le Moyen-Orient s'enfoncé dans une spirale violente sans fin. Rappelons quelques conflits majeurs qui ont marqué la région: la guerre Iran-Irak de 1980 à 1988, qui aurait fait de 500 000 à 1,2 million de morts selon les estimations; la guerre du Liban de 1975 à 1990 aurait faite entre 130 000 et 250 000 morts; la seconde guerre du Golfe, de 1990-1991, aurait fait environ 250 000 morts, dont 150 000 civils; la guerre qui ravage la Syrie depuis 2011 aurait déjà fait plus de 300 000 morts. A côté de ces conflits majeurs, il faut mentionner l'interminable conflit israélo-palestinien, les guérillas locales menées par les Kurdes de Turquie, les violences commises par Daech, etc. Il faut aussi évoquer l'hémorragie des chrétiens arabes, contraints à l'exil par la guerre, les persécutions, la précarité économique, les atteintes aux droits de l'homme. Et la liste des conflits n'est pas close, tant s'en faut.

Avant de conclure que ce sont des régions ingouvernables ou que cette violence est due à la culture musulmane dominante dans la région, il convient pour y voir plus clair de s'interroger sur les caractéristiques de ces conflits, leurs causes. Ceci mettra peut-être sur la voie de possibles solutions.

Le retour de l'Histoire

Les analystes de la crise actuelle la caractérisent souvent comme étant «la fin de l'ère Sykes-Picot». Il est exact, en effet, que la plupart des régions concernées (Irak et Syrie actuels, Kurdistan) sont des héritages du découpage territorial réalisé après la chute de l'empire ottoman. Ce dernier était parvenu à faire cohabiter plus ou moins harmonieusement pendant des siècles des groupes humains fort différents, par l'ethnie ou la religion, au prix d'une certaine autonomie accordée à chacune de ces «nations» (les *millet*) dans un cadre administratif assez formel. L'empire ottoman était si vaste que la Sublime porte devait déléguer un certain pouvoir aux périphéries. Affaibli au fil du temps, l'empire a vu grignoter peu à peu sa souveraineté sur des groupes hu-

mans dont les Puissances occidentales se sont peu à peu érigées protectrices.

Lorsqu'il s'effondre à la fin de la première guerre mondiale, les Puissances alliées vont se partager la région, en faisant fi d'ailleurs des promesses faites aux hachémites d'Arabie dont on avait obtenu le soutien à la Grande-Bretagne en échange d'une promesse d'un grand Royaume arabe allant de la Péninsule arabique au Bilad ech-cham (le croissant fertile), incluant la Palestine et donc Jérusalem, troisième lieu saint de l'islam. On a pu qualifier le traité de paix de 1918 de «paix qui met fin à toute paix»¹. Ce découpage territorial, ébauché dès 1915 par l'accord secret Sykes-Picot, ignore les réalités humaines sous-jacentes, ce que les Ottomans avaient eu la sagesse d'éviter. Au nom de son rôle de protectrice des chrétiens d'Orient depuis le Traité des Capitulations de 1569, la France reçoit alors le mandat sur le Liban et la Syrie. L'Angleterre, plus pragmatique, récupère la Palestine et l'Irak où les découvertes pétrolières sont imminentes. La vaste région kurde à qui une certaine autonomie avait été promise lors du traité de Sèvres de 1920 voit abandonner cette perspective dès le traité de Lausanne en 1923. Pour faire bonne mesure, la Déclaration Balfour de 1917, promettant au mouvement sioniste la création d'un foyer juif en Palestine, sans aucune négociation avec les Palestiniens, achève de créer un édifice des plus fragiles, potentiellement explosif. Pierre-Jean Luizard a souligné à quel point ce «bricolage» territorial n'a tenu jusqu'à la fin du XXe siècle que parce que ces pays artificiellement créés ont été tenus par des régimes dictatoriaux, soutenus par l'Occident dans la crainte de voir resurgir des conflits difficiles à contenir². C'est à ce titre que cet auteur parle de «retour de l'Histoire» pour caractériser l'époque actuelle. Le premier enseignement à tirer est ici l'importance de la prise en compte de la complexité ethnique, culturelle et religieuse de cette région.

Toute solution qui ne prend pas en compte cette diversité est condamnée à échouer. Certes, un émiettement est à craindre, comme dans les

Balkans. En même temps, on n'a pas vraiment essayé une formule d'État fédéral qui ferait davantage droit aux spécificités historiques et culturelles.

Le retour de la religion

Le redécoupage territorial du Moyen-Orient auquel a procédé la Société des Nations au terme de la première guerre mondiale s'est fait, par ailleurs, dans un contexte marqué par la naissance en Turquie d'un État laïc, sous l'impulsion du mouvement Jeunes Turcs et de son leader Mustafa Kemal Atatürk. L'Occident a dès lors vu d'un bon œil la mise en place d'États laïcs, sur le modèle de l'État-nation mis en place en Occident. Le parti Baas (parti de la résurrection arabe et socialiste) créé dans la première partie du XXe siècle a été un des principaux promoteurs de cette idéologie étatique laïque. En opposition au protectorat français sur le Liban et la Syrie, il promeut le nationalisme arabe et séduit des couches sociales modernistes. Le fait qu'il compte des chrétiens parmi ses fondateurs et premiers leaders a probablement contribué à le rendre attrayant en Occident, où l'on s'est vite inquiété de la montée de mouvements islamistes qui datent de la même époque. Le mouvement des Frères musulmans égyptiens fondé en 1927 et l'essor du mouvement wahhabite en Arabie dans les années trente sont, en effet, une réaction à la fin du califat proclamée par Atatürk en 1924. Né en Syrie, le parti Baas va prendre le pouvoir en Irak en 1958 et jouer un rôle déterminant dans les deux pays durant la deuxième moitié du XXe siècle, au prix de diverses révolutions et coups d'État. C'est en s'appuyant sur ce parti Baas que Hafez el Assad et Saddam Hussein ont réussi à prendre le pouvoir en Syrie et en Irak en 1966 et 1968 et à s'y maintenir. Ces régimes vont durer des décennies et promouvoir une modernisation laïque de leur pays. Perçus comme des remparts à l'islamisme, ils ont également bénéficié de l'indulgence occidentale, malgré des pratiques politiques très autoritaires en contradiction complète avec la conception occidentale des droits de l'homme.

Un tournant important a eu lieu lors de la seconde guerre du Golfe, lorsque les États-Unis se sont décidés à intervenir après l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990. Il faudra plus de dix ans d'embargo et d'opérations militaires pour parvenir à la chute de Saddam et du régime baasiste irakien en 2003. Une véritable alternative politique n'ayant pas été préparée par les États-

Unis, convaincus qu'il suffisait de faire tomber un dictateur pour établir un régime démocratique à l'occidentale, l'Irak est alors tombé dans une spirale d'autodestruction interne, la chute d'un État fort favorisant la résurgence des particularismes ethniques et religieux. Le communautarisme qui était parvenu à un certain équilibre sous la période précédente va alors resurgir dans la violence provoquant une quasi partition du pays entre chiites, sunnites et kurdes. Un processus identique mais plus complexe se produit parallèlement en Syrie, attisé par l'essor de mouvements djihadistes se réclamant d'al Qaïda.

Après la résurgence des identités particulières longtemps gommées par l'idéologie moderniste de l'État-nation, on assiste ici à une résurgence du communautarisme à base religieuse. Ici encore, la négation d'un élément constitutif de l'identité d'un peuple ne se fait pas impunément.

L'urgence d'une solution du conflit israélo-palestinien

Il est un autre facteur d'exacerbation de la violence dans la région: l'absence de solution du conflit israélo-palestinien. Promis au mouvement sioniste par la Déclaration Balfour de 1917, un État juif est créé en Palestine en 1947 par un vote des Nations-Unies qui prévoit un partage de la Palestine en trois entités: un État juif, un État arabe et Jérusalem comme *corpus separatum*. Imposée de l'extérieur sans véritable négociation avec les Palestiniens, cette décision a engendré une suite ininterrompue de conflits dont les épisodes les plus marquants sont la guerre de 1948, la guerre des six jours de 1967, la guerre du Kippour de 1973, les Intifada de 1987 et de 2000, et d'innombrables épisodes terroristes en Israël et à l'étranger. Au fil des années, l'État juif s'est renforcé, grâce à des vagues successives d'émigration de juifs de la diaspora, venant en particulier d'Union soviétique. Fortement soutenu par les États-Unis au plan économique et militaire, l'entité sioniste est devenue peu à peu une véritable puissance, capable de s'imposer à l'échelle internationale. Minés par leurs divisions internes, les Palestiniens ne sont guère parvenus à défendre leurs intérêts, ce qui a permis à l'État hébreu de s'étendre territorialement.

Un réel espoir de solution négociée est apparu avec les accords d'Oslo de septembre 1993 signés par Yasser Arafat et Yitzhak Rabin. Ces accords prévoyaient une solution à deux États mis

en place progressivement de manière concertée. Cette perspective sera vite abandonnée par un durcissement des deux camps: Rabin est assassiné deux ans plus tard par un extrémiste juif; le mouvement extrémiste Hamas s'impose peu à peu dans la bande de Gaza, disputant le leadership au Fatah issu de l'OLP et jugé par beaucoup de Palestiniens comme trop complaisant avec l'occupant. Des deux côtés, les extrémistes vont de plus en plus imposer leur loi. Ceci conduira par exemple à l'essor d'une politique de création de colonies juives en Cisjordanie rendant quasi impossible une solution à deux États.

Cette situation est perçue comme très injuste par la rue arabe et alimente l'animosité des courants nationalistes et islamistes. Les puissances occidentales sont jugées trop faibles, voire complaisantes avec un Etat juif qui ne tient aucun compte du droit international et des résolutions des Nations-Unies. A défaut de s'impliquer dans un «processus de paix» qui n'a plus de paix que le nom, les puissances occidentales financent l'infrastructure, l'éducation voire même l'administration d'une Autorité palestinienne largement discréditée. Ce pourrissement de la situation a des conséquences déplorables: émigration massive des chrétiens, résurgence périodique de violences peu organisées qui sont le symptôme du désespoir. L'absence de courage des puissances occidentales alimente un ressentiment anti-occidental dans l'ensemble du monde musulman et constitue aussi un facteur de violence dans la région.

Ces rappels sommaires mettent en évidence qu'il faut se garder de conclusions trop rapides sur la spirale violente qui traverse actuellement le Moyen-Orient. Il est abusif, en particulier, d'imputer cela à l'islam en général, comme c'est souvent le cas aujourd'hui en Occident. Un regard sur l'histoire est essentiel pour comprendre la violence qui affecte cette région, comme l'a bien montré Hamit Bozarslan³. Il faut de surcroît se rendre à l'évidence que l'intervention des grandes puissances a souvent davantage contribué à aggraver la violence qu'à y mettre fin.

L'invitation à un chemin de réconciliation

Dans un texte très courageux de décembre 2009, le *Document Kairos Palestine*, les patriarches et chefs d'Églises de Jérusalem ont lancé un appel à oser la paix aujourd'hui, par un chemin de justice et de réconciliation, disant leur foi que «la bonté finira par triompher sur le mal de la

haine et de la mort qui règnent encore sur (notre) terre»⁴. D'une certaine manière, les chrétiens donnent ainsi la véritable clef pour sortir de la violence: la réconciliation. On peut craindre que le chemin soit encore long. Mais il n'est pas impossible. Y croire est essentiel pour l'avenir. Cette espérance peut soutenir les nécessaires médiations pour y parvenir.

NOTE

¹ David FROMKIN, *A Peace to End All Peace: The Fall of the Ottoman Empire and the Creation of the Modern Middle East*, MacMillan Publishers, 1989, 688 p.

² Pierre-Jean LUIZARD, *Le piège Daech ou le retour de l'Histoire*, Paris, Editions La Découverte, 2015, 100 p.

³ Hamit BOZARSLAN, *Une histoire de la violence au Moyen-Orient. De la fin de l'Empire ottoman à Al Qaïda*, Editions La Découverte, 2008, 324 p.

⁴ Cf. www.kairospalestine.ps